

# La guerre des *late nights*

*par Teresa Tomás Rangil*

---

**Tandis que l'administration Bush avait saisi la nécessité de « vendre » le conflit en Irak à l'opinion publique, l'administration Trump se passe de toute justification. Les animateurs de *late night* réactivent le lexique de la « guerre juste » pour rappeler aux républicains les erreurs du passé.**

---

Depuis l'échec américain au Vietnam, les présidents états-uniens semblent obéir à une règle non écrite : les guerres doivent être vendues. Le dispositif de ce que le journaliste Marvin Kalb a appelé la « *press politics* » — la gestion de la couverture médiatique comme instrument de politique étrangère — est devenu un trait constitutif de la guerre moderne outre-Atlantique. Républicaines ou démocrates, toutes les administrations récentes y ont eu recours. L'administration de George H.W. Bush l'a notamment employée lors de la guerre du Golfe en 1991 lorsqu'elle a expliqué vouloir libérer les Irakiens du « boucher de Bagdad » et a promis l'avènement d'un « nouvel ordre mondial ». En 1995, pour justifier l'opération militaire *Deliberate Force* déployée par l'OTAN contre les forces serbes de Bosnie, Bill Clinton avait invoqué l'urgence humanitaire, après que les massacres, notamment celui de Srebrenica, avaient soulevé une vive émotion internationale. Au lendemain du 11 septembre, l'administration Bush (fils) avait forgé les concepts de « guerre contre la terreur » et d'« axe du mal » pour légitimer l'offensive contre l'Afghanistan dès le 7 octobre 2001, puis avait fabriqué ce qui est resté comme « le mensonge du siècle » : l'accusation de détention par le régime irakien d'« armes de destruction massive », destinée à rallier l'opinion américaine, et internationale, à la cause de la guerre en Irak en 2003.

Or, pour l'intervention militaire lancée par les États-Unis et Israël le 28 février 2026, Trump semble s'être affranchi de ce dispositif. Dans son allocution depuis Mar-a-Lago suivant les premières frappes, Trump n'a pas précisé les raisons de son intervention : pétrole, soutien à Israël, libération du peuple iranien ou diversion après l'affaire Epstein ? Bien sûr, la plupart des interventions militaires sont plurifactorielles, et mettre en avant une seule raison s'avère souvent impossible. Toutefois, la véritable nouveauté du 1er mars 2026, au lendemain donc de la première offensive, est le refus de Donald Trump de commenter la situation. Interrogé à son retour à Washington après un week-end à Mar-a-Lago, il a éludé les questions sur la guerre pour évoquer les nouvelles statues installées dans la roseraie de la Maison-Blanche.

Normalement, au début d'une guerre, les dirigeants profitent de ces temps de parole pour justifier leurs actions – ne serait-ce que parce qu'ils peuvent bénéficier temporairement d'un monopole du cadrage du conflit. En l'absence d'un tel fil narratif, les médias se retrouvent face à une question délicate : comment parler d'une guerre dont les raisons n'ont pas été expliquées ? D'ailleurs, comment raconter une guerre que l'administration Trump refuse d'appeler guerre (pour éviter d'avoir à demander l'autorisation du Congrès) ? En effet, depuis début mars, Trump l'a qualifié en effet d'excursion (*sic*), de voyage (*journey*), de « mini-guerre » (*mini-war*), d'escarmouche (*skirmish*).

Depuis plus de deux mois, les animateurs de *late night* critiquent chaque soir la politique de l'administration Trump en Iran et sa couverture médiatique. Ce type de traitement n'est pas nouveau : depuis le 11 septembre et la guerre en Irak, les émissions satiriques de fin de soirée abordent régulièrement la politique étrangère. On le voit notamment dans *The Daily Show*, présenté (de façon intermittente) par Jon Stewart depuis 1999 sur Comedy Central, où Stephen Colbert a été « faux correspondant » entre 1997 et 2005. Colbert a ensuite lancé *The Colbert Report* (2005–2014), parodie d'un éditorialiste néoconservateur inspiré de Bill O'Reilly. De 2015 au 21 mai 2026, Colbert a enfin animé *The Late Show* sur CBS.

Cet essai entend mettre en lumière la manière dont le *Late Show* et le *Daily Show* construisent leur opposition à la guerre en Iran en mobilisant le langage qu'ils avaient déjà forgé contre la guerre en Irak en 2003. Pour étayer leur argumentaire, les deux émissions ont d'abord relevé l'absence de justifications de la part de l'administration Trump – absence qui a placé les humoristes, et plus largement quiconque entendait instruire le procès de cette guerre, dans une situation inédite : faute de cadrage officiel à déconstruire, ils ont dû en proposer un eux-mêmes. Le choix du lexique pour

désigner le conflit participe de la même logique : il s'agit d'orienter la lecture qu'en fait le public. L'administration Trump et les *late-night shows* se livrent ainsi une bataille pour le contrôle du sens des mots — et, partant, du récit. Cette lutte se cristallise autour de deux notions. Celle de « guerre juste », d'abord, où s'affrontent des définitions concurrentes, chacune cherchant à légitimer sa vision du conflit. Celle de « changement de régime », ensuite, que l'opposition anti-guerre s'efforce d'apposer à la politique de Trump, tandis que ce dernier et ses alliés s'emploient à s'en défaire.

## Le cadrage du conflit, entre euphémismes et cacophonie

Trump ne s'est pas donné la peine de vendre sa guerre à l'opinion publique. Il n'y a pas eu des tubes en aluminium, ni des images satellites retouchées, pas même une petite fiole avec de l'anthrax.

L'absence de raison valable a été remarquée par les médias traditionnels. Mais, les animateurs de *late night* l'ont aussi souligné. Deux jours après que les États-Unis et Israël aient lancé l'opération *Epic Fury* contre le régime de l'ayatollah Ali Khamenei, Colbert a ouvert son émission du lundi avec une impression de déjà-vu.

« Je tiens à souligner qu'une guerre ouverte et choisie au Moyen-Orient, sans stratégie de sortie claire ni victoire définie, c'est la raison pour laquelle je me suis embarqué dans ce boulot. Et après 25 ans à parler de ceci à la télévision, j'ai appris à ne pas me tenir ici pour dire, tel Moïse au sommet de la montagne, au troisième jour d'une nouvelle guerre, si celle-ci va être une bonne ou une mauvaise guerre. Mais je dirai avec certitude que nous n'avons aucune idée claire de là où tout cela nous mène, ni pourquoi cela nous y mène. Maintenant, dites ce que vous voulez sur George W. Bush — et je l'ai fait. (...) Cet homme s'est démené, et il a vendu sa guerre au Moyen-Orient. »

(« *I want to point out that an open-ended war of choice in the Middle East with no clear exit strategy of defined victory is where I got on this train. And in the last 25 years of talking about this stuff on TV, I have learned not to stand up here and say, like Moses on the mountaintop, on day three of a new war, whether this is going to be a good war or this is going to be a bad. But I will definitely say that we have no clear idea where this is going or why it is going there. Now, say what you want about George W. Bush, and I did. (...) That guy went out there, he sold his Middle East war.* »)

Dans son émission du 2 mars, Stewart aussi reprend cet argumentaire en parlant sur l'image de Bush fils : « Je suis peut-être vieux jeu, mais même les régimes avec lesquels j'étais en désaccord respectaient suffisamment le peuple américain, ou se sentaient du moins obligés de nous mentir *en prime time*. » (« *Maybe I'm old fashioned,*

*but even regimes I disagreed with respected the American people enough or felt some obligation to at least lie to us in prime time. »)*

D'abord, l'administration Trump a utilisé des euphémismes pour évoquer le conflit, ce que Colbert tourne en dérision dans son programme du 7 mai : « C'est juste une petite escarmouche. Pas de quoi en faire un drame. L'Amérique se retrouve souvent dans des conflits aux noms mignons. D'ailleurs, mon oncle n'est jamais revenu du bazar coréen. » (« *It's just a little skirmish. No big deal. America gets in lots of fights with cute names. In fact, my uncle never came back from the Korean hullabaloo.* »). Ensuite, l'administration Trump s'est adonnée à une véritable cacophonie de justifications. Dans son émission du 16 mars, Stewart a invité un « panel d'experts » composé de Donald Trump, Donald J. Trump, DJT et John Barron pour expliquer les causes de la guerre en Iran. Divers extraits vidéo du président ont été choisis pour montrer les contradictions dans le récit du président. Enfin, pour éviter de parler de guerre, Trump a proclamé la victoire dès le premier jour. D'ailleurs, Colbert a rappelé la banderole « Mission accomplie », lorsque Bush, depuis le pont du porte-avions USS Abraham Lincoln, avait annoncé, de manière précipitée, la fin des combats le 1er mai 2003. « Trump vient de déclarer à CBS News "Je pense que la guerre est très terminée à peu près" (...) tout comme cette célèbre banderole "Mission accomplie... d'une certaine façon" » (« *Trump just told CBS News "I think the war is very complete pretty much" (...) just like that famous banner "Mission accomplished... in a manner of speaking"* »).

Face à ce vide, les médias ont alors eu le choix de leur cadrage de la guerre. Le cadre choisit par Colbert et Stewart est celui de la « guerre de choix » (« *war of choice* »), un terme de Richard Haass, ancien membre du Conseil de sécurité nationale sous Bush père puis ancien directeur de la planification politique au département d'État sous Bush fils. Haass l'a forgé pour désigner le conflit de 2003 en Irak, en le distinguant de la première guerre du Golfe, qu'il qualifiait de guerre de nécessité – pour libérer le Koweït de l'invasion irakienne. Les *late shows* ont donc remis au goût du jour cette expression pour alimenter leur argumentaire contre l'intervention en Iran. En effet, les États-Unis ont lancé une attaque sur l'Iran uniquement pour regagner un ascendant militaire sur le dossier nucléaire sans véritable menace crédible. D'ailleurs, cela rappelle la doctrine de « guerre préemptive » codifiée par l'administration Bush dans la Stratégie de sécurité nationale de 2002 fondée sur la neutralisation d'armes de destruction massive présumées. Or une guerre préemptive répond normalement à une menace, étayée par des preuves claires qu'une attaque est imminente. L'Iran suppose-t-il une menace existentielle pour les États-Unis ? Trump a affirmé que « notre pays lui-même serait menacé, et il s'en est fallu de peu qu'il ne le soit » (« *that our country itself*

*would be under threat, and it was very nearly under threat* ») Colbert reprend le Président : « "presque menacé", c'est presque une bonne raison ». (« *very nearly under threat is very nearly a good reason.* »)

Pourquoi Colbert et Stewart ont-ils choisi ce cadrage en particulier ?

Il y a d'abord des raisons liées à la trajectoire des deux humoristes et à celle de leur audience « historique », le public qui les suit depuis leurs débuts. Comme nous l'avons déjà dit, l'ascension de Colbert et Stewart dans la scène des *late night* au début des années 2000 coïncide avec les critiques que ces émissions ont faites des invasions de l'Afghanistan et de l'Irak qui ont suivi le 11 septembre. D'ailleurs, le début des attaques en Iran coïncide d'ailleurs avec le 20<sup>e</sup> anniversaire de ce qui est perçu comme le morceau de bravoure de Colbert : sa prestation au dîner des correspondants de la Maison-Blanche en avril 2006, donnée à quelques mètres du président George W. Bush. Or, une partie des téléspectateurs se souviennent de ce fait d'armes de Colbert et sait aussi que la critique de la guerre a fini par avoir raison de l'administration républicaine.

En revoyant le discours de Colbert dans ce gala de 2006, il est impossible de ne pas être frappé par le télescopage des deux moments historiques. Certes, les personnages (Bush fils, Dick Cheney, Donald Rumsfeld ou Colin Powell) ont quitté la scène politique, mais le contexte politico-médiatique reste très similaire. On y retrouve la partialité de Fox News, une chaîne d'info « qui donne les deux versions de l'histoire – celle du président et celle du vice-président » (« *gives both sides of every story — the president side and the vice president side* »), la minimisation de l'impopularité du président, 32% de cote de popularité pour le président signifie aussi que « 68 % approuvent le travail qu'il ne fait pas » (« *68% approve of the job he is not doing* »), le mépris de l'administration pour la presse : « La presse détruit l'Amérique » (« *the Press is destroying America* ») crie le personnage de Colbert qui auditionne, pour de faux, pour le poste de Secrétaire de Presse de Bush), la critique des élites intellectuelles : « des surdoués en mission "geek" » (« *braniacs on the nerd patrol* ») et la propension du président à gouverner avec ses tripes : « Je donne aux gens la vérité, non filtrée par un raisonnement rationnel. J'appelle ça la zone sans faits. » (« *I give people the Truth unfiltered by rational argument. I call it the no-fact zone* »). Mais Colbert insiste surtout sur l'absurdité de la guerre. Dans un clip projeté pendant le gala, la vraie Helen Thomas, correspondante accréditée à la Maison-Blanche de 1960 à 2010, poursuit et harcèle le faux secrétaire de presse, joué par Colbert, en lui demandant « pourquoi avons-nous envahi l'Irak » ? Et oui, en avril 2006, nous sommes trois ans après l'opération *Iraqi*

*Freedom* lancée le 20 mars 2003 par une coalition menée par les États-Unis et le Royaume-Uni, sans mandat explicite du Conseil de sécurité de l'ONU. Dans un premier temps, les forces aériennes ont bombardé le pays avec trois arguments principaux : la possession présumée d'armes de destruction massive, les liens supposés entre le régime irakien et Al-Qaïda et la volonté de « libérer » le peuple irakien de la dictature de Saddam Hussein. Mais en 2006, on sait déjà que les arguments utilisés pour lancer l'offensive ont été bidonnés (« *sexed up* » dit à l'époque le tristement célèbre scientifique, expert en armement, David Kelly), ce qui entame la crédibilité de l'administration et de la presse américaine qui s'était initialement ralliée autour du drapeau pour défendre la guerre. En 2006, on sait aussi que lancer des bombes dans les rues de Bagdad n'est pas une garantie de démocratisation. La révélation des mensonges de l'administration Bush fils avait engendré un sentiment de trahison chez les républicains et cette fracture au sein du GOP est ce qui permet aux démocrates de remporter la Chambre et le Sénat lors des élections de mi-mandat de 2006. Or Colbert, lui, n'oublie pas que c'est, en partie, ce travail d'opposition à la guerre qui a conduit au séisme politique de 2006, la presse avait alors parlé d'un « coup de balai démocrate » (« *democratic sweep* »). Mais cela a aussi abouti, quelques jours plus tard, à la démission du Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et à celle de l'Ambassadeur des États-Unis auprès des Nations Unies John Bolton. Cet effondrement républicain a aussi *in fine* préparé la victoire d'Obama en 2008. Ce cadrage conforte donc les téléspectateurs démocrates dans leur opposition à Trump et à la guerre, tout en touchant une frange des républicains, ceux qui avaient voté pour sa promesse d'éviter de nouveaux conflits.

Reprendre un cadre familier (celui d'une guerre passée) pour interpréter une guerre nouvelle est une technique assez utilisée par les médias (traditionnels ou pas). À titre d'exemple, le 23 avril 2003, dans le *Daily Show*, Stewart faisait remarquer que le secrétaire adjoint à la Défense Paul Wolfowitz, particulièrement engagé dans la guerre en Irak, n'était « qu'à un fauteuil roulant de Dr Folamour », le savant ex-nazi joué par Peter Sellers dans le film parodique de la guerre froide de Stanley Kubrik (« a wheelchair away from Dr. Strangelove »)<sup>1</sup>. Or, les cadres véhiculés par les late night influencent particulièrement les jeunes peu politisés et peu informés en politique étrangère, pour qui l'humour satirique constitue un premier vecteur de politisation. Or, les médias traditionnels n'ont cessé de relayer depuis février que Trump est en train de perdre sa base de jeunes électeurs blancs déçus par les nouvelles guerres engagées par

---

<sup>1</sup> Aaron Winter, « Laughing Doves : U.S. Anti-war Satire from Niagara to Fallujah », in Viveca Green, Ted Gournelos (dir.), *A Decade of Dark Humor : How Comedy, Irony and Satire Shaped Post-9/11 America*, Jackson (Miss.), University of Mississippi Press, 2011, p. 170.

le Président. Les animateurs des *late night* essaient de récupérer une partie de cette base pour le parti démocrate.

Pour faire face à cette critique montante, Trump et ses alliés multiplient les pressions sur les médias lorsque ceux-ci remettent en question leur politique étrangère. Il s'agit, disent-ils, d'antipatriotes qui diffusent des canulars et des *fake news*. Le 14 mars, le président de la FCC (la commission fédérale des communications américaine qui est censée être indépendante), Brendan Carr, est allé plus loin, menaçant ouvertement les chaînes de télévision américaines sur le réseau social X en raison de leur couverture de la guerre contre l'Iran. Lors d'un point presse au Pentagone, le Secrétaire à la Guerre Pete Hegseth — visiblement irrité par ce qu'il appelle le biais des médias libéraux — a même offert aux journalistes quelques conseils éditoriaux lors d'un *briefing* sur les opérations militaires au Moyen-Orient, suggérant, par exemple, de remplacer le titre « La guerre au Moyen-Orient s'intensifie » par « L'Iran de plus en plus acculé ».

Pour l'heure, les animateurs de *late night* n'ont pas suivi ces suggestions. Mais ils subissent des menaces constantes : Trump utilise son réseau Truth Social pour appeler au licenciement de présentateurs vedettes comme Colbert, Seth Meyers ou Jimmy Kimmel. D'ailleurs, Jimmy Kimmel live ! a disparu des ondes pendant une semaine en septembre dernier. Et le 21 mai 2026, après 33 ans en antenne, CBS a décidé de l'annulation du *Late Show* pour des raisons prétendument économiques, mais aussi incontestablement politiques.

## **Les batailles pour la définition de la « guerre juste »**

Le président a multiplié les maladresses en parlant de « guerre », malgré les efforts de son équipe pour éviter ce terme. Vers la mi-avril, les médias ont fini par l'adopter. Depuis, le débat ne porte plus sur le mot « guerre », mais sur la question de savoir si elle peut être considérée comme « juste ». Un *late night* ne constitue pas le cadre le plus évident pour un débat de théologie politique. Et pourtant, c'est précisément là que se jouent certains des arguments les plus acérés sur la légitimité morale de la guerre contre l'Iran.

La doctrine de la guerre juste plonge ses racines dans la pensée politique occidentale. Dès 2003, le politiste Anthony Coates mettait en garde contre le fait que

l'idée de guerre juste était en passe de devenir l'un des clichés politiques du nouveau siècle (Coates, 2003, p. 211). Coates faisait valoir que la doctrine de la guerre juste recèle depuis toujours une tension fondamentale. Dans sa forme originelle (la plus restrictive qu'il nomme « négative »), la doctrine fonctionne comme un ensemble de contraintes morales destinées à limiter le recours à la guerre et à en réguler la conduite. Au contraire, dans sa forme « positive », la théorie de la guerre juste est une licence morale.

Défendant la forme « positive », la stratégie de communication déployée par Trump et ses alliés cherche à justifier leur croisade dans le Détroit d'Ormuz en faisant croire à l'opinion publique américaine qu'elle est voulue par Dieu. Ainsi, dès le 5 mars, Dan Scavino, chef de cabinet adjoint de la Maison-Blanche et homme de confiance de Trump, poste une vidéo avec une véritable mise en scène d'un groupe de pasteurs évangéliques, les mains posées sur le Président, en train de prier pour le succès de l'intervention. À la mi-avril, Trump publie ce qui ressemble à une nouvelle iconographie religieuse : des images générées par intelligence artificielle le représentant avec Jésus, ou en Jésus lui-même et provoque la colère de la base très chrétienne de l'électorat de Trump (dans les sondages à la sortie des urnes, plus de la moitié des catholiques et trois évangéliques sur quatre ont voté pour lui en 2024) qui crie au blasphème. Le 15 avril, le Secrétaire de la Guerre, Pete Hegseth, converti à l'évangélisme en 2018 après une révélation et qui porte le cri de ralliement des croisés *Deus vult* tatoué sur son biceps, ouvre un office religieux au Pentagone en récitant ce qu'il présente comme un passage des Écritures, mais qui s'avère être une tirade du film *Pulp Fiction* de Quentin Tarantino. Cette stratégie de communication propose donc une nouvelle interprétation (voire une nouvelle version) des textes sacrés pour appuyer les frappes américaines en Iran. La dimension théologique du débat devient impossible à ignorer lorsque toujours à la mi-avril, le pape Léon XIV publie sur les réseaux sociaux une condamnation de ceux qui instrumentalisent l'Évangile pour justifier la guerre. Le 16 avril, lors d'un événement de l'organisation d'extrême droite *Turning Point USA*, le vice-président JD Vance, fervent catholique récemment converti, a enjoint le chef de l'Église à la prudence dans ses prises de parole sur des questions de théologie. Cette stratégie de communication déployée par les membres de l'administration elle-même y compris le Président a eu deux effets immédiats. Elle a été tellement outrancière qu'elle a fini par choquer une grande partie de l'électorat chrétien de Trump – qui déjà avait des doutes sur l'aventurisme de l'administration au Vénézuéla. Et puis, cette stratégie était tellement excessive qu'elle a brouillé encore plus les frontières entre information et satire aussi bien du côté des journalistes que des consommateurs d'information et des hommes politiques.

Dans son émission du 15 avril, Colbert reprend Vance. « Hé, JD, je sais que tu es catholique, mais tu l'es devenu en 2019, d'accord ? Moi, je fais des genuflexions depuis le milieu des années 1960. Et laisse-moi te dire, mon frère — je crois que tu dépasses largement ta compétence en matière catholique. » (« *Hey JD, I know you're a Catholic, but you joined in 2019, okay? I've been genuflecting since the mid-1960s. And let me tell you, brother — I think you're about over your Catholic skis here.* ») La remarque de Colbert — catholique pratiquant avec des origines irlandaises né en Caroline du Sud — révèle une scission dans le catholicisme américain entre les catholiques traditionnels qui se sont rangés du côté de la conception « négative » de la guerre juste et les nouveaux catholiques plus bellicistes et nationalistes. Lorsque le président de la Chambre des représentants, Mike Johnson, rectifie lui aussi le pontife en invoquant « quelque chose qui s'appelle la doctrine de la guerre juste », la réponse de Colbert est cinglante : la guerre n'a aucune cause juste. Trump, dit-il, a entraîné l'Amérique dans la guerre « juste parce que » — « *just 'cuz* » au lieu de « *just cause* ». Pour tenter de calmer les esprits, le Secrétaire d'État Marco Rubio, un catholique plus classique d'origine cubaine, s'est rendu au Vatican le 7 mai pour éviter la fracture avec l'électorat chrétien à quelques mois des élections de mi-mandat. Mais quelque part le mal était fait, et les tenants de la vision négative de la guerre juste semblent avoir gagné cette bataille médiatique.

D'autant plus, qu'au-delà de la question de la justice de la cause qui lance la guerre (*ius ad bellum*), la doctrine de la guerre juste comporte une autre composante : celle de la justice des moyens par lesquels la guerre est conduite (*ius in bellum*) — la protection des civils, la limitation des dommages collatéraux. Sur ce point encore, l'administration n'a pas su adopter un récit qui montrerait que les frappes sont ciblées pour limiter les dégâts. Quand Trump menace d'anéantir la civilisation iranienne ou, plus récemment, de « faire sauter Oman » (« *blow up Oman* ») si jamais ce pays cherche à superviser le passage dans le détroit d'Ormuz, montre bien qu'il accorde peu d'importance aux victimes civiles. D'ailleurs, lorsqu'une enquête est ouverte à la mi-mars pour déterminer si les frappes ayant touché une école primaire de filles à Minab étaient américaines, Donald Trump balaie rapidement cette hypothèse, affirmant qu'elles étaient le fait de l'Iran et mettant en cause la précision des militaires iraniens. Un mépris qui montre, selon Stewart dans son émission du 16 mars, que même des guerres dites justes peuvent devenir sales. Alors en imitant les menaces de la FCC contre les chaînes hertziennes, Stewart se moque : « Les médias feraient mieux d'apprendre à ne pas mentir ni désinformer sur l'évolution de cette guerre... ça c'est le boulot de Donald Trump. (« *Networks have to learn you better not lie or give misinformation about how this war is going... That's Donald Trump's job.* ») Puis, face au

dédain de Trump, Stewart retourne les menaces de Carr contre lui : « Oh, oh ! Il va perdre sa licence de président... » (« *Oh, oh! He's going to lose his president license* »).

D'autant plus que, dans une interprétation de la « guerre juste », les confrontations militaires ne doivent pas obérer les chances futures de réconciliation entre les adversaires. Dans ce domaine, la radicalité des déclarations de Trump sur les réseaux affirmant vouloir anéantir la civilisation iranienne se fait au détriment de tout égard pour la proportionnalité dans les combats. Les humoristes ont souligné l'écart avec les arguments humanitaires de la « croisade pour la paix » du gouvernement Bush, et le rapprochement avec une logique de changement de régime.

## « **Changement de régime** », une étiquette toxique

Trump le précise dès le départ : il ne veut ni de « guerres éternelles » ni de changement de régime, mais l'anéantissement d'une civilisation. Les nombreuses déclarations en ce sens montrent un Président qui ne s'embarrasse plus d'excuses humanitaires pour justifier son aventurisme militaire. Le 17 mai, il publie des images générées par IA le montrant en train d'appuyer sur un grand bouton rouge à un centre de commandement, avec des écrans partout affichant plusieurs cibles détruites. Malgré la violence de ces images, le Président a d'une certaine façon raison de ne pas formuler sa politique en termes de changement de régime : peu d'expressions de l'ère irakienne sont devenues aussi radioactives. La question du changement de régime vient d'ailleurs souvent accompagnée de toute une grappe d'autres expressions comme construction nationale ou construction étatique qui rappellent tout autant douloureusement les expériences américaines récentes au Moyen-Orient. Ni la guerre de 1991, qui laisse Saddam Hussein au pouvoir, ni celle débutée en 2003, qui le renverse sans stabiliser le pays, n'ont produit les résultats espérés, comme en témoigne le retrait américain de 2011. Dès 2006, le personnage créé par Colbert l'avait formulé sans détour : « Je crois que le gouvernement qui gouverne le mieux est celui qui gouverne le moins. Et à cette aune, nous avons mis en place un gouvernement fabuleux en Irak » (« *I believe that the government that governs best is the government that governs least. And by these standards, we have set up a fabulous government in Iraq* »). Le problème, conviennent les analystes de 2003 est que les États-Unis s'étaient engagés sans plan et sans stratégie de sortie. Résultat : en 2011, l'Irak doit faire face à un vide de pouvoir, subjugué par une guerre civile et éviter de devenir un vivier de recrutement pour Daech.

Conscients de sa toxicité, l'administration Trump et les militaires américains évitent donc de formuler leur intervention en Iran en termes qui puissent rappeler le désastre irakien et insistent que l'opération poursuit des objectifs bien délimités : dégrader les arsenaux de missiles et éliminer les capacités nucléaires d'Iran. Le 11 mai, depuis le Bureau ovale, Trump présente son plan comme d'une grande simplicité : empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire. Colbert se moque « la seule chose plus simple que le plan, c'est l'homme qui l'a conçu. » (*"the only thing simpler than the plan is the man who has it."*)

Trump et ses alliés peinent à éviter l'étiquette de « guerre de changement de régime ». Dès le premier jour de l'intervention, la mort de l'ayatollah Ali Khamenei entraîne une recomposition *de facto* du pouvoir, rappelant l'intervention du 3 janvier au Venezuela qui s'était soldée par un changement de dirigeant. Les questions des journalistes renforcent cette association toxique. Stewart avait déjà appelé cette dernière manifestation de la Donroe Doctrine appliquée au Venezuela : Irak 2.0. Et il avait déjà menacé : « Si vous allez ressusciter la géopolitique du début des années 2000, je vais devoir ressortir les archives du Daily Show du début des années 2000 » (*«if you're going to bring back early 2000s geopolitics, I'm gonna have to bring back early 2000s Daily Show clips.»*) Rappelons aussi que Trump a menacé à plusieurs reprises de faire de même à Cuba. L'ombre de la guerre en Irak s'allonge donc de plus en plus. En effet, malgré son opposition affichée aux « guerres éternelles » durant sa campagne de 2024, l'administration Trump reste, dans les faits, interventionniste. Même avec un vice-président comme JD Vance, longtemps hostile aux interventions militaires, son administration a déjà soutenu des opérations au Yémen, en Iran, en Somalie, en Irak, en Syrie, au Nigeria, au Venezuela, en Équateur et à nouveau en Iran. D'ailleurs, dès sa campagne de 2016, Trump exprimait déjà une forte hostilité envers la République islamique d'Iran et critiquait ouvertement les accords nucléaires conclus sous l'administration Obama. Les humoristes ont aussi ressorti des déclarations de 2011 où Trump accusait Obama de vouloir déclencher une guerre de changement de régime en Iran parce qu'il était en baisse dans les sondages. L'ironie est frappante.

Par ailleurs, pour qu'un changement de régime ait des chances de fonctionner, il faut qu'il existe des candidats prêts à reprendre le pouvoir et légitimes pour l'exercer. Trump a appelé les Iraniens à « prendre en main » leur gouvernement. Or, après des années de régime autoritaire, la répression sanglante de janvier et des mois de bombardements incessants, trouver un tel candidat dans une population aussi meurtrie relève de la gageure. D'ailleurs, Trump s'est félicité du succès de l'attaque, affirmant qu'elle avait éliminé la plupart des candidats à la succession du régime.

Colbert, dans son émission du 2 mars, fait remarquer: « Si tous ceux que vous vouliez voir prendre le pouvoir sont morts, alors ce n'était pas une mission réussie. » Et en changeant de plan : « Bonne nouvelle, les enfants. J'ai tué cette araignée dans votre chambre. Et votre hamster est mort.» (« *If everyone you wanted to take over is dead, then it wasn't a successful mission. Good news, kids. I killed that spider in your room. And your hamster is dead.* ») Le 8 mars 2026, le deuxième fils d'Ali Khamenei, Mojtaba Khamenei est élu Guide Suprême à la place de son père. Le régime reste donc en place avec les conséquences négatives que l'on connaît. Or, les humoristes n'hésitent pas à capitaliser cet échec à produire une alternative crédible au pouvoir en place. Dans leur récit, cette guerre de changement de régime n'était pas seulement injuste, mais condamnée dès le premier jour.

Les humoristes soulignent aussi le coût de la guerre pour les Américains : dépenses militaires, hausse du prix de l'essence et perturbation des chaînes d'approvisionnement, qui aggravent la crise du pouvoir d'achat. Le 9 mars, Colbert fait une blague à double dividende politique, en critiquant la guerre et en rappelant la corruption de l'ancienne secrétaire à la sécurité intérieure : « D'après les estimations, la première semaine de guerre a coûté à elle seule environ 6 milliards de dollars. Saviez-vous ce que l'on pourrait acheter avec 6 milliards de dollars ? 27 publicités avec Kristi Noem à cheval. » (« *According to estimates the first week of war alone costed approximately \$6 billion. Did you know what you could buy with \$6 billion? 27 horseys commercials with Kristi Noem.*») En mettant en avant le coût humain et économique du conflit, ils dénoncent une guerre aux objectifs flous dont les contribuables américains supportent le prix.

Par ailleurs, beaucoup d'incertitudes subsistent sur le cessez-le-feu du 8 avril et les négociations de paix ont connu de nombreux revirements. Comme se demande Stewart dans son émission du 4 mai: « Est-ce une guerre ? Est-ce un cessez-le-feu ? Sommes-nous des amis avec des "bomb-avantages" ? (« *Is it a war ? Is it a ceasefire ? Are we friends with bomb-ifits ?*»). Stewart met donc en garde contre cette confusion entretenue par l'administration sur la nature même du conflit qui alimente les soupçons.

De plus, la ligne du régime semble s'être durcie en Iran et Mojtaba Khamenei serait prêt à diriger le pays d'une main de fer. « Bonne chance, le poing de l'Iran est peut-être en fer, mais nous, on a un poing fait de myrtilles oubliées au fond du frigo », dit Colbert dans son émission du 9 mars en faisant allusion à l'inconsistance et la mollesse de la politique américaine tout en montrant une image des ecchymoses de la

main du président (« *Well good luck, Iran's fist may be iron, but we have a fist made of blueberries you forgot at the back of the fridge* »). Selon lui, Trump se retrouve face à un régime renforcé, tandis que le conflit s'étend et que l'Iran riposte en visant des intérêts américains dans le Golfe.

## Et la suite ?

Si l'administration a dominé sur le terrain militaire, la bataille des mots lui échappe encore. Les médias — par le jeu des questions de journalistes, amplifiées par les *late-night* puis relayées à nouveau dans la presse, la télé et les réseaux sociaux — ont fini par contraindre le gouvernement à reconnaître qu'il menait bel et bien une guerre. De plus, conscient qu'une couverture médiatique négative peut lui coûter des électeurs, notamment parmi les jeunes hommes, cœur de cible des *late night*, Trump a dû ajuster sa stratégie et semble vouloir passer à autre chose avant les élections de novembre.

On pourrait objecter que les *late-night* n'avaient cette fois nul besoin d'un positionnement aussi résolument anti-guerre : l'intervention en Iran est rejetée par une majorité d'Américains, par la presse et même par une partie de la base MAGA. Pourtant, médias et *late-night* ont raison de mener cette bataille des mots. Nommer et expliquer la guerre permet à chacun d'en comprendre les enjeux et d'exercer un contrôle sur les gouvernants. Dans un régime démocratique, ces derniers ne peuvent faire abstraction des citoyens — ce qui ne signifie pas qu'un basculement de l'opinion publique doive mécaniquement infléchir la politique étrangère, mais qu'une politique impopulaire exige, au minimum, que l'on s'en justifie. Ce travail de mise en récit est d'autant plus nécessaire que, malgré le mémorandum d'entente signé le 17 juin à Versailles, la paix demeure fragile et que Trump ne semble pas vouloir s'arrêter à l'Iran.

**Pour aller plus loin :**

**Sur le rôle politique des *late-night* :**

- Stephen J. Farnsworth, S. Robert Lichter, *Late Night with Trump : Political Humor and the American Presidency*, New York, Routledge, 2020.

- Viveca Green, Ted Gournelos (dir.), *A Decade of Dark Humor: How Comedy, Irony and Satire Shaped Post-9/11 America*, Jackson (Miss.), University of Mississippi Press, 2011.
- Staci L. Beavers, « Getting Political Science in on the Joke: Using ‘The Daily Show’ and Other Comedy to Teach Politics », *PS: Political Science and Politics*, vol. 44, n° 2, 2011, p. 415–419.
- Michael Parkin, « Taking Late Night Comedy Seriously: How Candidate Appearances on Late Night Television Can Engage Viewers », *Political Research Quarterly*, vol. 63, n° 1, 2010, p. 3–15.
- Mary McHugh, « Colbert Nation: Gender, Late-Night Television, and Candidate Humanization », in Justin S. Vaughn, Lilly J. Goren (dir.), *Women and the White House: Gender, Popular Culture, and Presidential Politics*, University Press of Kentucky, 2013.
- Rebecca A. Glazier, « Satire and Efficacy in the Political Science Classroom », *PS: Political Science and Politics*, vol. 47, n° 4, 2014, p. 867–872.
- Sur la couverture médiatique des guerres au Moyen-Orient :
- W. Lance Bennett, David L. Paletz (dir.), *Taken by Storm: The Media, Public Opinion, and U.S. Foreign Policy in the Gulf War*, The University of Chicago Press, 1994.
- Gérald Arboit, Michel Mathien (dir.), *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles, Bruylant, coll. Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006.

#### **Sur la doctrine de guerre juste :**

- Anthony Coates, « Just War », in Richard Bellamy, Andrew Mason (dir.), *Political Concepts*, Manchester, Manchester University Press, 2003, p. 211.
- Richard Haas, *War of Necessity, War of Choice: A Memoir of Two Iraqi Wars*, New York, Simon & Schuster, 2009.
- John W. Lango, « Just War Theory », in *The Ethics of Armed Conflict: A Cosmopolitan Just War Theory*, Edimburgh, Edinburgh University Press, 2014.
- Caron E. Gentry, Amy E. Eckert (dir.), *The Future of Just War: New Critical Essays*, Athens, University of Georgia Press, 2014.
- Sur les perspectives de changement de régime en Iran :

- Federica D'Alessandra, *Operation Epic Fury and the International Law on the Use of Force*, Carnegie Endowment for International Peace, 2026.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 7 juillet 2026.